

STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT RURAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIAUE DU CONGO

Par

ISSOMALAMBE Mbombo, Bernard LISENDJA Bolimbo, Gabriel BOSANDJA LONGONGO¹

¹ Sociologues, ISSOMALAMBE Mbombo, Gabriel BOSANDJA Longongo sont respectivement Chef de Travaux et Assistant à l'Université de Kisangani, RD Congo. Politologue, Bernard LISENDJA Bolimbo est Professeur à l'Université de Kisangani, RD Congo.

RESUME

Au sein des diverses modalités de développement rural, la RDC a recouru à des diverses stratégies pour son développement rural. Les paysans de plus en plus soucieux de voir leur condition de vie changées voient en elles des moyens de vivre ces meilleures vies.

La DC pour permettre le changement de mode vie de sa population rurale, va mettre sur pied des multiples stratégies développement qui malheureusement ne sont pas suivi des volontés politiques si pas seulement des intentions.

L'objectif de final poursuivi étant d'évaluer l'état dans le quel se trouve le milieu rural de la RDC, de vérifier les différentes implications de ces stratégies à travers ces valeurs ajoutées.

Mots clés : Développement rural, Stratégie, RDC.

Abstract

Within the various modalities of rural development, the DRC has resorted to various strategies for its rural development. The peasants more and more concerned to see their living conditions changed see in them the means to live these better lives.

The DC to allow the change of lifestyle of its rural population, will set up multiple development strategies which unfortunately are not followed by political wills if not only intentions. The final objective pursued being to assess the state in which the rural environment of the DRC is located, to verify the different implications of these strategies through these added values.

Keywords: Rural development, Strategy, DRC

Dans l'économie nationale, le secteur rural en République Démocratique du Congo occupe une place importante. Ce secteur emploi plus de 75% de la population total du pays, sa contribution au niveau de P.I.B national s'élève actuellement à environ 25% (agriculture, pêches, élevage et foresterie).²

Les résultats enregistrés dans le secteur sont encourageants, les bonnes performances de certaines filières sont observables notamment dans la cas de l'huile de palme, bétail/viande, céréales, maïs, riz et on peut noter les avancées en termes d'opportunités offertes au secteur privé. Les conditions des vies des populations rurales ne sont pas cependant améliorées de façons significatives : l'incidence de la pauvreté s'est même accrue au cours des dix dernières années. On peut remarquer cela dans la diversification des revenus, soit à l'accroissement insuffisant de la productivité agricole et soit à la vulnérabilité due aux aléas climatiques qui expliquent la persistance de l'insécurité alimentaire et économique de la population rurale.

On doit aussi ajouter, la faible mobilisation des terres, du capital, de travail qui constituent les facteurs de productions et de la dégradation continue des ressources naturelles qui sont liées à la faiblesse des investissements privés et publics mais aussi aux déficiences de l'organisation du cadre institutionnel et des capacités des gestions.

¹ Sociologues, ISSOMALAMBE Mbombo, Gabriel BOSANDJA Longongo sont respectivement Chef de Travaux et Assistant à l'Université de Kisangani, RD Congo. Politologue, Bernard LISENDJA Bolimbo est Professeur à l'Université de Kisangani, RD Congo.

² MONDOLE ESO et EDIBA YENGEME., « Quelle agriculture pour le Congo-Kinshasa du 3^e millénaire ? » in *Revue de l'IRSA/PUKIS*, n°5, Mars 1998

Pour organiser une réflexion qui devra conduire à la définition des actions à courts et moyen termes susceptibles de contribuer à la relance du secteur agricole et rural, le gouvernement va solliciter l'appui du Royaume de Belgique et de la F.A.O.

Ce qui contribuera à son tour à la mise sur pied du premier document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR_{P1}) qui avait pour but de contribuer à la croissance et d'une baisse rapide de la pauvreté.³

En République Démocratique du Congo, les stratégies de développement rural peuvent être examinées sous quatre différentes périodes. C'est notamment pendant la période de colonisation, il s'agit des périodes précoloniale; coloniale; postcoloniale et contemporaine. Ces périodes éclairent l'état d'évolution où on est avec ces différentes stratégies pour le développement rural de la République Démocratique du Congo.

La période précoloniale part des moments les plus anciens jusqu'à 1885 il en existait aucune stratégie de développement dans le monde rural comparable à celles d'aujourd'hui. Ce qui caractérisait cette époque est que les gens (paysans) s'organisaient chacun selon sa façon de mener les activités rurales (agriculture) pour ses auto-suffisances alimentaires. Ils se donnaient (paysans) à certaines pratiques qu'on peut qualifier aujourd'hui d'espérance⁴.

La deuxième période est coloniale. Lorsqu'on considère un effort d'importance de consultation qui a eu lieu dans l'ancienne métropole et même sur place dans la colonie pour l'adoption d'une série de stratégies de développement du monde rural, sous un système d'administration et de sa bonne application, on ne peut douter de l'importance que la colonisation accordait à ces secteurs, ici il ne s'agissait pas seulement de se rendre compte qu'il apportait sur place une organisation politique traditionnelle susceptible d'assurer la sécurité et la condition de vie de la population dans les milieux ruraux mais surtout de savoir comment appliquer le modèle de la politique indigène envisagée afin d'harmoniser le monde rural avec l'exploitation économique de la colonie⁵.

La question qu'on peut se poser est celle de savoir si cette devise du Roi Léopold II qui disait : « Le Congo doit vivre et se développer de lui-même »⁵ il s'agit du développement endogène de l'indigène congolais, ou simplement la préparation de celui-ci en vue de le rendre apte à produire pour la métropole.

De 1960 à 1965, on avait assisté à une continuité des stratégies héritées de la colonisation et, les différentes crises politiques qui ont caractérisé la gestion du pays et n'ont pas permis de mettre sur pied des nouvelles stratégies efficaces pouvant contribuer au développement du monde rural. Le constat fait pendant cette période (Première République) atteste qu'il y a eu un vide massif des colons abandonnant l'administration publique, les entreprises agro-industrielles, les hôpitaux et les établissements scolaires aux autochtones mal préparés. Cette rupture brusque causera la fin officielle de la politique de développement de l'administration locale et le début timide de la politique de la désagrégation de tissus économiques et social du Congo qui s'est aggravé aujourd'hui et dont la guerre qui déchire actuellement la partie Est du pays ne fait qu'accélérer la chute aux enfers⁶.

A la suite de la prise du pouvoir par le président Mobutu Sese Seko alors lieutenant-colonel, à 1965, on va alors s'occuper de développement du monde rural par le secteur agricole qui avait pour but de générer une politique de développement économique basée malheureusement sur les tâtonnements dans tous les secteurs clés de la vie publique et attachée par l'absence d'experts en matières de conduite du développement national (1965-1972). Ceci après s'être rendu comptes que le développement de notre pays exigeait que l'agriculture puisse assurer le premier financement de l'industrialisation⁷. Enfin, la mise sur pied par le pouvoir en place de tels règlements et des lois allant le sens de l'amélioration des conditions de vie des paysans notamment DSCR_{P1} loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture, loi portant principes généraux relatifs à l'amélioration du milieu rural.

³ Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, DSCR_{P1}, RDC, Ministère du Plan, 2006.

⁴ SENGI BANGAMA J.P., Thèse de Doctorat déjà citée, p. 182.

⁵ *Idem*, p.21.

⁶

⁷ MONDOLE ESO et EDIBA YENGEME., *op cit*.

Pour atteindre ces objectifs, on va créer le département de l'agriculture qui ne va pas se limiter à la fin de l'Etat Indépendant du Congo (1909) continuera par contre jusqu'à la période de la colonie belge (1909-1960).

L'autorité belge n'avait concentré ses efforts que sur une seule activité : l'agriculture car pour cette autorité, le problème du développement agricole méritait une attention particulière dans la mesure où il constituait la base de régénérescence des autochtones et les premiers facteurs de prospérité de la colonie. Il fallait donc y insister et au besoin y contraindre l'indigène.

Ce service de l'agriculture fut créé aux ministères de colonie en janvier 1960 avec mission de promouvoir le développement agricole au Congo en recourant à l'exploitation et à la mobilisation de la masse paysanne. Tout il est vrai, comme l'affirme STENGERS que l'effort fourni en matière agricole au Congo est certes remarquable⁸.

Notre volonté d'en savoir plus s'exprime à travers les questions suivantes :

- En terme des stratégies tant vantées par les autorités politiques et du niveau du développement atteint dans ce secteur, à quel état se trouve le milieu rural de la République Démocratique du Congo ?
- Quelles sont les valeurs ajoutées qu'on peut observer dans le milieu rural de la RDC après ces multiples stratégies ?
- Quelles sont les implications de ces différentes stratégies mises sur pied ?

A ces préoccupations, nous avons présupposé les conjectures suivantes :

- Le milieu rural de la RDC se trouverait dans un état d'abandon total en dépit des multiples stratégies mises sur pied par les autorités politiques.
- Ces stratégies non accompagnées par la volonté politique seraient à la base des multiples manifestations populaires qu'on peut observer à travers : le banditisme, l'alcoolisme, les meurtres.
- Malgré le chapelet des stratégies mises sur pied, ces stratégies n'auraient aucune implication faute de volontés politiques soutenues qui contribueraient à la perte de confiance des populations vis à vis des autorités politiques.

Cette réflexion poursuit les objectifs suivants :

- Faire l'état de lieu du milieu rural de la RDC.
- Dénombrer les valeurs ajoutées de ces différentes stratégies mises en place.
- Dégager les implications de ces différentes stratégies dans le vécu quotidien de la population.

Pour réaliser cette étude, nous avons recouru à la méthode suivante :

- La méthode documentaire
La revue documentaire a été réalisée à travers : les archives :
- Les archives de l'administration et les divers documents ;
- Les publications de la RDC sur la Province Orientale, les programmes de relance agricole et rurale de la RDC sur le développement rural.
- La collecte des informations bibliographiques pertinentes ayant un lien avec le développement rural, en RDC et dans le reste du monde.

Plusieurs techniques de collecte des données ont été utilisées à cette étape. Nous avons notamment utilisé :

- L'observation directe désengagée ;
- La technique documentaire ;
- Focus-group ;
- Interview individuelle semi-directive ;
- Les témoignages des personnes-ressources ayant une longue expérience dans les milieux.

Ainsi, les différentes catégories de la population, à savoir : les hommes, les femmes, jeunes, vieux, leaders et cadres de l'administration publique, représentants des ONGD et confessions religieuses, ont été interrogées.

Pour essayer de comprendre le développement de notre texte, nous avons subdivisé notre sujet de la manière suivante :

⁸ STENGERS, J., *op cit*, p. 367.

- La première partie porte sur les programmes mis sur pied pour booster le développement du monde rural à travers l'agriculture.
- La deuxième partie est consacrée à quelques leçons que nous avons tiré des constats que nous avons fait sur le terrain.
- La troisième partie traite de la réalité actuelle des stratégies obtenues en faveur du développement rural en RDC.

Ce travail s'arrête par les résultats que nous présentons à la fin de l'étude. Il consiste à comparer le résultat avec d'autres recherches pour comparer la validité externe de notre étude. Il sera suivi d'une conclusion dans la quelle nous allons donner le problème de recherche, les objectifs et les résultats trouvés.

I. PROGRAMMES MIS SUR PIED POUR BOOSTER LE DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL A TRAVERS L'AGRICULTURE.

Dans le lot des programmes (stratégies) mis en place, nous pouvons citer :

- En 1966 : « le retroussons des manches » avec comme objectif d'inciter tous les congolais au travail de la terre c'est-à-dire l'activité agricoles ;
- En 1968 : « l'année agricole » avec comme but de se prendre en charge à partir de l'amélioration de la production agricole.

1.1. PLAN INTERIMAIRE DE RELANCE AGRICOLE (1966-1972)⁹

Six ans après l'accession à la souveraineté nationale et un an après le coup d'Etat militaire de 1965, il fut crée un haut commissariat chargé de la planification nationale.

Celui-ci mit au point une « étude d'orientation pour la relance agricole » et convoqua un « commissariat consultatif » pour l'agriculture au niveau national, qui fut chargé de réaliser le plan de développement agricole du pays (valorisation du monde rural).

Cette commission constituée des délégués de l'administration, de la fédération des entreprises du Congo et de la FAO, lança un plan qui ne dépassa pas le stade de tiroirs. Les faiblesses relevées dans ce plan sont entre autres :

- Absence de participation régionale (pas des représentants) ;
- Absence de cohésion nationale ;
- Moyen très indirects de dialogue avec les producteurs agricoles (paysans) ;
- Faiblesse de l'administration ;
- Absence de volonté politique.

1.2. PROGRAMME AGRICOLE MINIMUM (1980-1981)¹⁰

Après la politique désastreuses de « nationalisation » appelée « zaïrianisation » qui a consisté à céder à quelques nationaux des secteurs primaires (agriculture) et tertiaires (commerce et service), jusque là aux mains des opérateurs économiques étrangers, le pays se trouva confronter à une crise alimentaire des produits de première nécessité.

Malheureusement, ce programme ne va se borner qu'à qualifier la production de certaines spéculations retenues dans le cadre des cultures vivrières comme priorités, par entités provinciales.

1.3. PLAN DE RELANCE AGRICOLE 1982-984

Tout en s'appuyant sur le diagnostic des problèmes propres au secteur agricole, le plan de relance agricole va déterminer des objectifs quantifiés de produit et cela par province qui va par contre négliger la vision de référence du métier de l'agriculture caractérisé par :

- La non prise en compte des bénéficiaires qui sont surtout les paysans pour son appropriation.
- La non association des communautés rurales dans le processus de prise des décisions dans les différentes phases des décisions (élaboration et exécution) qui étrennai donc le désintéressement de la part des bénéficiaires.
- Tous les gestionnaires n'étaient que les étrangers.

⁹ Notes de politiques agricoles, Ministère de l'agriculture, pêche et élevage de la RDC, avril 2009.

¹⁰ Notes de politiques agricoles, Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage de la RDC, Avril 2009.

- Insuffisances des suivis des ressources budgétaires alloués aux projets comme conséquence détournement et dépenses non budgétisées.
- Plusieurs projets de même objectif dans les mêmes zones (coins) d'interventions.

1.4. PROGRAMME D'AUTO SUFFISANCE ALIMENTAIRE (PRAAL 1987-1990)

Pour sa réalisation, le programme a tiré son attention sur 3 types d'instruments :

- Structure d'encadrement agricole ;
- Petites et moyennes entreprises agricoles ayant les capacités organisationnelles et techniques avérées.
- Les services de vulgarisation agricole surtout dans les milieux ruraux.

Son échec a été du à :

- Insuffisance d'encadrement des paysans ;
- Absence de suivi par l'autorité ;
- Absence d'une structure de recouvrement des inédits ;
- La sélection non objective pour l'octroi des crédits ;
- Peu des moyens de financement du programme ;
- Absences des programmes de réhabilitation et entretien régulier des routes de dessertes agricoles, provincial et nationale ;
- Absence des recherches agronomiques ;
- Faiblesse de la vulgarisation.

1.5. PLAN DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL (1991-2000)

Ce qu'on note pour ce plan est qu'aucune action prévue dans ce plan n'a été réalisée car, son lancement a coïncidé avec le vent de la libération politique et le désordre institutionnel qui va s'installer à partir de 1991.

1.6. PROGRAMME NATIONAL DE RELANCE DU SECTEUR AGRICOLE ET RURAL.PNSAR (1997-2001)

Ce programme est la conséquence de l'adoption par les nations unies de l'approche-programme au début de la décennie 1990. Il visait d'assurer à toutes les couches du monde rural, alléger la pauvreté à travers l'amélioration des revenus de la population surtout à la disposition de l'agro-industrie en vue des créations des emplois rémunérateurs dans le monde rural.

La période contemporaine considérée dans cette étude part de 2001 à nos jours.

En matière de stratégie du développement du monde rural, cette stratégies arrêtées par la RDC pour booster le développement du monde rural surtout à travers le transport routier qui constitue un important secteur d'activité économique et à des nombreux égards, un catalyseur du processus global de développement économique et social¹¹.

Ensuite, c'est la période au cours de la quelle la RDC a participé et continu à participer à plusieurs activités (colloques, conférences, échanges) sur le développement du monde rural tant sur le plan africain puis sur le plan international. Et, ces activités ont contribué positivement sur les solutions (stratégies) à mettre sur pied en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de la RDC.

Enfin, la mise sur pied par le pouvoir en place des tels règlements et lois allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vies de paysans notamment DSCR¹², loi portant principes fondamentaux relatif à l'agriculture, loi portant principes généraux relatif à amélioration du milieu rural.

¹¹ M'PENE NGA, Z., *Impact des routes en RDC. Cas du territoire de LUBEFU, Corbeil*, Ed le Gardien, KANANGA, 2008, pp. 58-76.

¹² Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté DSCR¹, RDC, Ministère du Plan, 2006.

A titre d'exemple nous pouvons ici citer quelques stratégies arrêtées par le gouvernement pour le développement du monde rural.

1.7. PROGRAMME TRIENNAL D'APPUI AUX PRODUCTEURS DE LA SECTION AGRICOLE 2000-2003

En accord avec le PNUD, le gouvernement a mis sur pied une série d'action à court terme dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des populations.

Cependant, à la fin du programme, l'évaluation export des stratégies appliquées révèle l'absence d'impact sur le développement de différents sites d'interventions. Les actions conduites n'ont pas eu d'effets durables sur l'accroissement et la valorisation de la production agricole et alimentaire des milieux ruraux tels que souhaités.

1.8. AUTRES INTERVENTIONS ET STRATEGIES MISE SUR PIED DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET RURAL

Après une décennie d'intervention de la coopération internationale, des projets agricoles de développement rural d'envergure sont en cours de démarrage ou ont été initiés par d'autres agences multilatérales (BAD, FIDA, Banque mondiale) et bilatérale (USAID, DFID, notamment) ainsi que les ONG du secteur privé qu'il convient de mentionner.

Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a préparé en 2003 une stratégie d'intervention en RDC en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux services sociaux des populations rurales démunies en s'appuyant sur la transition entre l'urgence et développement. Cette stratégie a donné naissance à 3 différents programmes (PRAPE, PRAPO et PIRAM).

1.9. VISION DU GOUVERNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR AGRICOLE DES MILIEUX RURAUX.

Le gouvernement a compris que la lutte contre la pauvreté peut passer essentiellement par la relance du secteur agricole de nos milieux ruraux au quel on reconnaît une capacité de création d'emploi que l'on ne retrouve pas dans les autres secteurs.

En effet, il est démontré qu'une augmentation de 10% de la production agricole peut se traduire par une diminution de 7% du nombre des personnes vivant sans le seuil de pauvreté¹³ c'est ainsi que le gouvernement à travers la relance du secteur agricole attendait créer des recluses en milieu rural par une agriculture compétitive en milieu rural par une reposant sur la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles, d'élevage et de pêche animées par des professionnels.

1.10. LA NOTE DE LA POLITIQUE AGRICOLE

L'objectif global visé par la mise en œuvre de la note de politique agricole était de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire.

II. QUELQUES LECONS A TIRER DE CES CONSTATS

A travers ce bref aperçu historique, l'on s'aperçoit que le monde rural demeure une problématique dans son ensemble. Allusion faite à Adolphe MOZITO¹⁴, Norbert BASENGEZI KATINTIMA¹⁵, Dr Hubert ALI RAMAZANI¹⁶, lui portant les principes fondamentaux relatifs à l'agriculture¹⁷ et d'autres se font remarquer à travers la détérioration du monde rural et du secteur agricole, et leur abandon de la moindre part lui réservée dans le budget national, manque des routes des dessertes agricoles, des mauvaises stratégies mises en place, le manque d'initiatives de développement du monde rural, peu d'investissement dans le monde rural, des politiciens qui viennent avec des projets qui ne rencontrent pas les besoins de la base par des raisons politiciennes, etc.

¹³ Notes de pratique agricole, ministère de l'agriculture, et élevage de la RDC, Avril 2009.

¹⁴ Déclaration du gouvernement sur le lancement de la note de la politique agricole, Avril 2009.

¹⁵ Préface du document de la note de politique agricole, Avril, 2009.

¹⁶ Avant-propos du document de la note de politique agricole, Avril 2009.

¹⁷ Exposé de motif portant des principes fondamentaux relatifs à l'agriculture, Kis, Décembre 2011.

En voyant toutes critiques adressées aux différentes stratégies de développement de monde rural, il convient de relever que tous les gouvernements qui se sont succédés en RDC (depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours), n'ont pas accordé la même importance à la question du développement du monde rural.

En effet, ils n'ont disposé les mêmes moyens financiers humains et matériels pour valoriser ce secteur.

Il n'est vraiment pas surprenant que les gouvernements se soient déresponsabilisés face au développement du monde rural et aient cherché à refiler la responsabilité aux exécutants sur terrain, aux paysans, à certains intervenants, etc.

D'où la problématique du développement rural en RDC se trouve enfoncée dans une impasse relayée par certaines des déclarations ci-dessous ;

- « (...) le développement de notre pays dépend prioritairement surtout de l'agriculture qui emploi plus de 70% de notre population »¹⁸.
- « (...) A l'instar des autres pays qui accordent plus d'importance au monde rural (...), le monde rural de la RDC doit constituer une réelle préoccupation pour les gouvernements et d'autres intervenants pour mettre sur pied des stratégies adoptées à la culture des congolais et être à mesure de résoudre les vrais problèmes qui se posent dans le milieu rural »¹⁹.
- « (...) on peut enfumer plusieurs indices et causes de retards que connaît notre milieu rural qui sont autant des symptômes de la situation dans la quelle se trouve le pays (guerres, insécurité, détournement) (...) »²⁰.
- « (...) l'amateurisme a d'abord frappé l'essentiel de nos cadres politiques décideurs et initiateurs de certaines stratégies. En effet, plus de 80% des stratégies mises sur pied pour le développement du monde rural en RDC (n'ont pas abouti, n'ont pas donné des résultats escomptes) : beaucoup d'entre elles ne touchent pas à leurs fins et sont malheureusement mise sur pied que pour chercher à obtenir des financements auprès des bailleurs et ne servent que les intérêts des politiques (...) il y a alors l'inadaptation, des stratégies aux coutumes de la population bénéficiaire »²¹.

En énumérant toutes les déclarations, quelques reproches faits à l'endroit de toute stratégie (si pas la majorité d'entre elles) de développement de monde rural de la RDC peuvent se résumer comme suit :

- a) Le milieu rural de la RDC n'arrive pas à espérer une amélioration du jour au lendemain par moyenne, des moyens ou initiatives appropriées pour le développement ;
- b) Les conditions des vies de populations qui y vivent ne laissent pas à désirer (manque des infrastructures adéquates de santé, de l'éducation, de routes, faible pouvoir d'achat, malnutrition, etc. ;
- c) Le milieu rural abandonné à son triste sort ;
- d) Les variétés des semences cultivées n'ont plus des pouvoirs germinatifs c'est-à-dire absence des semences de qualité ;
- e) Des maladies hydriques dues à mauvaise qualité d'eau de consommation.

Toutes les reproches ci-haut évoquées seraient dues entre autre aux : absences d'une volonté politique des dirigeants ; le désintéressement du milieu rural par les décideurs politiques, mauvaise coordination des activités mises en places par l'État (gouvernement), la non prise en compte des desideratas des bénéficiaires (population rurale)²².

Il est nécessaire de mettre sur pied une philosophie qui puisse permettre à l'homme (population) d'améliorer ses conditions de vie.

C'est dans cette optique que BRAMELD²³ qualifie la philosophie comme « un instrument suprême que l'homme s'est forgé pour rendre sa vie aussi intelligible que possible et au moyen duquel il

¹⁸ SENGI BABGAMA J.P., Thèse déjà citée, p. 198.

¹⁹ ISSOMALAMBE MBOMBO., *L'administration locale face au programme de développement rural en RDC, cas du territoire de Basoko*, Mémoire de Licence en Sociologie, FSSAP, UNIKIS, (inédit) 2001-2002, p. 69.

²⁰ Discours d'investitures du Président KABILA en Décembre 2006.

²¹ Colloque sur le développement du milieu rural congolais tenu à Kinshasa, du 15 au 20 avril 2013.

²² MEISTER, A., *Participation, animation et développement*, Atropos, Paris, 1970, p. 163.

²³ BRAMELD., Citer par DAMBISA Moyo., *L'Aide fatale*, Ed. JC Lattes, Paris, 2010, p. 173.

s'efforce clairement en lui-même, alors qu'il combat pour organiser son existence dans l'environnement culturel, social qui est le sien. Le milieu rural en tant qu'espace vital la société, doit se trouver en étroite relation avec le reste de la société toute entière.

De ce bilan négatif des différentes stratégies mises en place pour le développement du milieu rural de la RDC et surtout qu'elles sont en inadéquation dans la plupart des cas des cultures du milieu, ne tiennent pas compte de vrais besoins et réalités de milieu rural du pays, il s'avère alors impérieux que les efforts des réflexions et des stratégies à mettre sur pied soient déployés et munis pour adopter ces stratégies aux vraies réalités du terrain et aux cultures des bénéficiaires. Il convient alors qu'on tienne compte des événements (réalités) du passé, de la situation actuelle (présente) et de la projection dans le futur. Cette façon de voir les choses est renforcée par BOURGEAULT²⁴ qui dit : « on récapitule le passé dans un effet présent de réintégration ouvert sur l'avenir tel qu'on le prévoit, tel qu'on l'espère, tel qu'on cherche à le faire... ».

III. NECESSITE ACTUELLE DE STRATEGIE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RURAL EN RDC

En matière de développement rural, il est évident que les stratégies développées depuis un certain temps (mises en place), quelles soient les idées (mécanismes) n'arrivent pas à améliorer le vécu gentil quotidien des pays (habitant du milieu rural) dont l'activité principale est l'agriculture, convient donc ici d'affirmer que ces différentes périodes pour but de développer le milieu rural sont essentiellement conçus pour servir dans la plupart des cas les intérêts et motivations des politiques et des bailleurs des fonds. Ceux-ci ne sont autres que les pays développés (occidentaux et américains).

Enouer de différentes forces des discours, le développement écrit avec pertinence Gilbert Rist²⁵ tient à la séduction qu'il exerce. Dans tous les sens du terme : charmer, fasciner, faire allusion, mais aussi abuser, détourner de la vérité, trompée. De son côté, Jacques Austro prévient que le développement est une notion faussement familière dont tout le monde parle mais sans en connaître grand chose²⁶.

Les différentes stratégies mises en place pour permettre le développement du milieu rural sont essentiellement à mesure de répondre aux préoccupations telles que : « Qu'est-ce que l'on doit faire et comment le mettre en place ? ». Mais ces stratégies (mécanismes) de développement du milieu rural ne peuvent aider à répondre aux questions telles que : « Quel est le model type qu'on compte mettre en place ? Qu'est-ce qu'un paysan ? Développement rural pour quelle finalité ? Quelles sont les fins de développement rural ? Quelles sont les priorités à mettre en place ? Quelles sont les antivaleurs à combattre ? Etc. ».

III.1. LES TACHES DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU MILIEU RURAL

Les stratégies de développement du milieu rural ont pour tâche :

- D'éclairer le bien fondé de développement rural. Le développement du milieu rural exige au préalable la prise en compte des besoins ressentis par les bénéficiaires, la connaissance du milieu rural et ses problèmes prioritaires²⁷.
- De supposer une réflexion morale et éthique de référence à une culture, aux mœurs du milieu rural à question²⁸.
- De soulever et poser des problèmes dont les solutions ne peuvent toujours pas venir de l'extérieur mais aussi des ces milieux ruraux c'est-à-dire de ceux qui y vivent²⁹.

²⁴ BOURGEAULT, G., *L'éducation dans le monde d'aujourd'hui/hisser*, Québec, université de Montréal, 1991, p. 106.

²⁵ G. Rist., *Le développement, histoire d'une croyance européenne presse des sciences PO.*, Paris, 1996.

²⁶ J. AUSFREUY, *Le scandale du développement*, Paris, éditions de l'ORSTOM, 1984, p. 88.

²⁷ MOKUINEMA Bomfié, *Eglise du sud et Alternative au développement inégal à l'exemple du Kimbanguisme en RDC*, Thèse de Doctorat en Sociologie, FSSAP, UNIKIS, 2006-2007.

²⁸ SENGI BANGAMA J.P., *De la politique colonial du développement rural dans l'hinterland de Kisangani : promotion rural en investissement colonial ?*, Mémoire de D.E.S en sociologie, FSSAP/UNIKIS, 2004, p. 98.

²⁹ Réseau GAO, les organisations paysannes et rurales des acteurs de développement en Afrique subsaharienne, institut national agronomique, Paris, 1991.

III.2. LES MOYENS INCONTOURNABLES POUR UNE STRATEGIE RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT RURAL

Si la connaissance des milieux ruraux des modes de vies des populations qui y vivent sont incontournables par les stratégies du développement du milieu rural, on ne peut pas les distinguer de manière simpliste des moyens à utiliser et/ou à mettre en place qu'on peut utiliser pour faciliter un vrai développement rural.

C'est la raison pour laquelle ceux qui élaborent des stratégies de développement rural doivent savoir que :

- Le développement rural n'est pas une technique, c'est un mélange des connaissances non pas seulement scientifiques mais aussi pratiques du milieu. Elle a donc une dimension multidimensionnelle de la situation.
- Les moyens qu'on utilise, que l'on se permet ou que l'on s'interdit relèvent quelle conception l'on a en réalité du développement rural, de son environnement, de ses difficultés, de ses caractéristiques.

Pour les milieux ruraux de la RDC de demain, les stratégies à développer doivent constituer un outil de prise de conscience à tous les niveaux (de la population concernée aux décideurs politiques).

IV. LE TRAVAIL ABATTU SUR LE TERRAIN

Le passage en revue de l'itinéraire des stratégies de développement rural en RDC a permis de mettre en exergue la multiplicité des problèmes que rencontre le milieu rural congolais. L'analyse de ces différents problèmes (difficultés) mis en exergue à pousser à soulever un des problèmes qui fait que le développement des milieux ruraux ne se réalise pas comme il se doit. Il s'agit ici de l'absence d'une volonté politique de développement qui soit propre à la RDC et qui conviendrait aux réalités de ces milieux.

L'absence d'une volonté politique pouvant conduire au développement des milieux ruraux, fait en sorte que toutes les stratégies mises en place ne puissent donner un résultat escompté. Ces stratégies souvent habitées par des fins politiques, ne peuvent en clacher (favoriser) le développement de ces milieux parce qu'elles ne répondent pas aux besoins des milieux et ne tiennent pas non plus compte aux cultures des milieux concernés. Cet état de chose explique pourquoi plusieurs pays du monde si pas surtout ceux d'Afrique se trouvent dans une impasse en matière de développement des milieux ruraux. En effet, la majorité si pas la totalité de ces pays des politiques des programmes propres de développement appropriées à leurs réalités et à leur contingence locale et nationale. Pour le moment, les stratégies pouvant booster le développement des milieux ruraux sont mises en places pour tous les pays qui, chacun selon ce qu'il le concerne (selon sa vision).

Pour aboutir au développement qui est un idéal demande un certain profil des hommes politiques sur qui on peut compter ainsi que les valeurs que lui peut incarner pour concrétiser ces rêves (développements).

En plus sans une planification et/ou programme du gouvernement, toutes les stratégies qu'on peut mettre en place sont vouées à l'échec.

Pour la RDC, le développement rural est devenu un casse-tête dans la mesure où, sa concrétisation (réalisation) est devenue une problématique. Pendant plus d'un demi-siècle, il ne décolle toujours pas.

Tous les acteurs du secteur du développement tels que les hommes politiques (gouvernements), les représentants du monde rural, les habitants du monde rural, les hommes de sciences, les responsables des unités rurales, les ONG (...) et d'autres dépendant des milieux ruraux, tous, se demandent : « Où en est-on avec le développement des milieux ruraux de la RDC ? Pourquoi ces milieux ne peuvent-ils pas être comme ceux de la France, Belgique, Afrique du Sud, de l'Ouganda ... ? ».

A la suite de toutes ces interrogations, il se dégage une exigence à satisfaire. Ce lui de définir une politique claire de développement des milieux ruraux, proposant des modèles clairs et moulés dans des valeurs fondamentales qui soient en conformité avec les cultures des populations de ces milieux.

Cela n'est possible qu'à la prise d'une détermination claire et précise des objectifs et de l'idéal à poursuivre dans le développement des milieux ruraux.

Face à une instabilité de plus en plus accrue de la société, à l'inégalité entre les milieux ruraux et urbains dans les équipements aux infrastructures de bases, entre les populations qui habitent les villes et celles des campagnes, aux corruptions et détournements qui habitent les dirigeants à la crise dans l'image de l'individu et de la société, à la crise d'autorité et de légitimité des institutions publiques, l'on pourrait dire avec SENGI BANGAMA³⁰ que le développement du milieu rural congolais dépend d'abord de la volonté des décideurs politiques qui puissent avoir une bonne vision pour le devenir de ces milieux tout en intériorisant les réalités culturelles, sociales, physiques des ces différents milieux.

Raison pour laquelle cette étude malique est non seulement une remise en question des corrections ou des révisions des différentes époques en RDC mais aussi et surtout une invitation pour la refonte des prémisses sur lesquelles se fonde le mode de vie, le schéma de développement de la RDC. Il est donc impérieux à la RDC de se doter d'un modèle-type pour le développement de son milieu rural.

CONCLUSION

Le secteur rural en République Démocratique du Congo occupe une place de choix dans la vie de la majorité de ces pratiquants. Les communautés peuvent attribuer des espaces aux exploitants du secteur agricole pour l'exploitation des cultures favorables à cet investissement. Elles peuvent aussi autoriser des tierces personnes à pratiquer des produits forestiers non ligneux dans leurs forêts ; cela pourra amener à border les droits à percevoir par les membres des communautés à l'occasion de ces autorisations.

Dans son exposé des motifs, le code forestier consacre la consultation préalable des paysans quand on doit concéder forêt. Fort de leurs droits, les communautés exigent un certain nombre de choses. Ceux qui exploitent ces espaces le besoin d'asseoir une portion de forêts cela passe par les interdits et les exigences en termes de redevances à payer pour une acquisition de forêt.

Pour exercer des activités comme l'agriculture, la pêche, la chasse, la construction des habitations ou l'érection de campements, etc. Ils sont juste tenus au respect des limites traditionnelles et des interdits coutumiers on doit ajouter les facteurs de production et la dégradation des ressources naturelles qui sont liées à la faiblesse des investissements privés et publics et les déficiences de l'organisation du cadre institutionnel et des capacités de gestion.

La définition des actions de cours et moyen termes vers la relance du secteur agricole et rural pousse le gouvernement à solliciter l'appui de la Belgique et de la F.A.O et cela dans les buts de contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

L'examen des stratégies de développement rural en République Démocratique du Congo sont aussi examinées dans quatre périodes différentes et cela sous des marques diverses sur chaque période ; ainsi, l'étude de chaque milieu rural du pays, devra prendre en considération les stratégies à développer, la prise de conscience au niveau de la population et des décideurs politiques de la période choisie.

³⁰ SENGI BANGAMA J.P., Thèse déjà citée, p. 282.